



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction départementale de la
protection des populations

ARRÊTÉ N° 256-DDPP-19
portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le territoire
de la communauté de communes des Monts du Pilat

Le Préfet de la Loire

Vu l'article 173 LOI n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

Vu le décret n° 2015-1353 en date du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-6, R 125-41 à R 125-47, concernant les SIS, L 556-2, R 556-2 à R 556-5 sur la gestion des sites et sols pollués, R 125-23 à R 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et locataires, les articles L 121-15 et suivants relatifs aux documents soumis à concertation préalable,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles, R 410-15-1, R 431-16, R 442-8-1 concernant les autorisations d'urbanisme sur terrains en SIS,

Vu le R 151-53 du code de l'urbanisme concernant l'annexion des SIS aux documents de planification d'urbanisme,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 1^{er} juillet 2019 établissant le bilan de la consultation du public et proposant la prise de 102 arrêtés de SIS pour la Loire,

Vu la consultation des collectivités tenue du 4 mai 2018 au 18 février 2019, et l'information des propriétaires, réalisée entre le 18 septembre 2018 et le 15 mars 2019,

Vu les observations du public recueillies entre le 29 mai 2019 et le 27 juin 2019,

Considérant que les SIS ont pour objectif d'informer le public et les usagers, en s'intégrant dans le dispositif général information acquéreurs locataires, et de clarifier la responsabilité des acteurs de la reconversion de sites pollués en imposant des normes de réhabilitation,

Considérant que, conformément à l'article R 125-44 I du code de l'environnement, la consultation des collectivités concernées par des projets de SIS est achevée depuis le 15 janvier 2019, que les propriétaires concernés ont fait l'objet d'une information conformément au R 125-4 II,

Considérant que la consultation du public a été réalisée entre le 29 mai 2019 et le 27 juin 2019, conformément au décret 2015-1353,

Sur la proposition du secrétaire général par intérim de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1 : objet

Conformément au R 125-45 du code de l'environnement, est créé, sur le territoire de la communauté de commune des Monts du Pilat les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) suivants :

42SIS06315 commune de Burdignes « Décharge de Bourg-Argental »

42SIS01495 commune de Planfoy « PLM Auto »

42SIS01486 commune de Saint-Sauveur en Rue « UIOM de Saint-Sauveur en Rue »

42SIS01488 commune de La Versanne « Station-service Tardy »

Les fiches descriptives et cartographiques de ces SIS sont annexées au présent arrêté

Article 2 : publication

Le SIS mentionné à l'article 1 est publié sur le site internet <http://georisque.gouv.fr> ainsi que sur le portail internet de la préfecture de la Loire.

Ce SIS est annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au document de planification en vigueur sur la commune en question conformément au R 125-46 du code de l'environnement.

Article 3 : obligation d'information acquéreurs/locataires

Conformément aux articles L 125-7 et L 125-5 et sans préjudice de l'article L 514-20 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain ou un bien immeuble situé en secteur d'information sur les sols mentionnés à l'article L 126-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur joint au contrat l'état des risques naturels et technologiques et d'information sur les sols qui mentionne l'existence d'un SIS. Il communique les informations rendues publiques par l'État au titre du L 126-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Conformément à l'article L 125-7, si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Article 4 : notifications

Conformément à l'article R 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de planification d'urbanisme ou de délivrance des autorisations d'urbanisme dont le territoire comprend le secteur d'information sur les sols mentionné à l'article 1.

Article 5 : publicité

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège de la où des collectivités compétentes en matière de planification d'urbanisme et de délivrance des autorisations d'urbanisme ainsi qu'auprès des mairies concernées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Loire et sera mis en ligne sur le portail des services de l'état dans la Loire.

Article 6 : délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon, par courrier ou par le biais du portail « télérecours citoyen », accessible à l'adresse suivante www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou d'affichage du présent arrêté.

Article 7 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le président de la communauté de communes des ~~Monts~~ du Pilat, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes et les maires des communes de Burdignes, Planfoy, Saint-Sauveur en Rue et La Versanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le **26 JUL. 2019**

Le préfet


Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD



Identification

Identifiant	42SIS01486
Nom usuel	UIOM DE ST SAUVEUR EN RUE
Adresse	Saint-Sauveur-en-Rue
Lieu-dit	BOBIGNEUX
Département	LOIRE - 42
Commune principale	SAINT SAUVEUR EN RUE - 42287
Autre(s) commune(s)	SAINT SAUVEUR EN RUE - 42287

Caractéristiques du SIS La commune de St Sauveur en Rue a exploité une UIOM du 23 octobre 1980 au 1er janvier 1995. Une autorisation a été attribuée, le 23 octobre 1980, par la Préfecture de la Loire pour installer un four auto-incinérateur.

Des résidus de l'incinération des déchets ménagers, à savoir des machefers et des cendres ont été stockées sur place. En 2003, date de la dernière information parvenue à l'inspection des installations classées (ICPE), le site n'était pas réhabilité, le choix était fait par la collectivité de laisser les résidus sur places.

Etat technique

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Etablissement public - BRGM	Base BASIAS	RHA4200628	http://basias.brgm.fr/fiche_synthetique.asp?IDT=RHA4200628
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	42.0160	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=42.0160

Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	819250.0 , 6465123.0 (Lambert 93)
Superficie totale	2891 m ²
Perimètre total	329 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
SAINT SAUVEUR EN RUE	ZH	69	08/02/2018

Documents
